

tion, demande qui a entraîné de larges dépenses d'équipement nouveau, on voit que la situation économique des papeteries est loin d'être saine. Le ministre des Finances (M. Benson) l'a reconnu dans son exposé budgétaire du 18 juin dernier et a consenti certaines concessions à cette industrie, y compris l'entrée en franchise au Canada des machines employées dans les scieries et pour l'abattage, la suppression des droits sur le mazout destiné aux producteurs des pâtes et papiers et la suppression de la taxe de vente de 12 p. 100 sur le matériel antipollution.

Cependant, il reste autre chose à faire. Je pense que, à la longue, nous devrions nous acheminer vers la suppression de toutes les barrières tarifaires entre le Canada et les États-Unis sur les papiers fins et spéciaux. Les biens d'équipement dans cette industrie coûtent tellement cher que c'est seulement au moyen de la spécialisation des économies sur une grande échelle que nos producteurs canadiens pourront soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux.

Je crois que le gouvernement doit dresser un plan définitif visant cette industrie, qui était l'une des plus productives de devises étrangères. Nous avons de nombreuses usines de pâtes et de papier, construites il y a bien des années et qui, avec le temps, sont devenues peu rentables si on compare leurs frais de production à ceux des nouvelles usines. Toutefois, ces usines font vivre des collectivités qui, souvent, dépendent uniquement d'elles. Je crois qu'avant d'accorder d'autres subventions à de nouvelles usines de pâtes et de papier, comme on l'a fait l'an dernier, nous devrions songer à instituer une aide pour la modernisation et l'expansion des usines actuelles dans les agglomérations où nous avons déjà fait de grandes dépenses d'équipement social pour des foyers, des écoles, des hôpitaux, des égouts et des aqueducs. Déjà, j'ai insisté pour que le programme du MEER assure cette aide plutôt que des subventions aux nouvelles papeteries, afin que cette industrie puisse se rationaliser et se moderniser.

Ainsi, le bill dont nous sommes saisis ce soir ne résoudre vraiment pas ce problème. Surtout, c'est une mesure temporaire, mais très importante, destinée à sauvegarder les emplois et notre commerce avec les États-Unis. J'espère que ce bill sera rapidement adopté cette semaine aussi bien à la Chambre qu'au Sénat, que la Commission de soutien de l'emploi sera instituée promptement et que l'aide à l'emploi dans notre pays deviendra une réalité le plus tôt possible.

● (8.40 p.m.)

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** Monsieur l'Orateur, l'étude de ce bill nous amène en fait à considérer un événement majeur. Cet événement, pour le Canada et son industrie, revêt une grande importance relativement à un problème de nature mondiale. Voilà 15 ans que les États-Unis assument la lourde charge de leader du monde.

La politique adoptée par M. Nixon aura sans doute des effets formidables sur les structures commerciales et financières internationales. Elle ne peut que provoquer des changements considérables dans des domaines comme l'aide à l'étranger, la défense et les investissements à l'étranger tant pour le Canada que pour les États-Unis. C'est certainement l'événement économique le plus important qui se soit produit depuis la seconde guerre mondiale et il est presque certain que les États-Unis adopteront à l'égard des affaires mondiales une attitude

[M. Foster.]

tout à fait différente de celle qu'ils avaient adoptée ces dernières années.

Comme je le disais, les États-Unis assument depuis 25 ans la lourde charge du leadership mondial. Je suis convaincu que l'Américain moyen ne s'est pas considéré comme flatté qu'on accepte son aide dont, dans bien des cas, il a été très peu remercié. Les généreux programmes américains d'aide à l'étranger ont entraîné peu de gratitude. Par l'entremise du plan Marshal, les dollars américains ont beaucoup contribué au redressement économique européen et asiatique—surtout pour ce qui est de l'Allemagne et du Japon—alors que, parallèlement, les États-Unis leur assuraient une protection militaire massive. En retour, les contribuables américains ont été témoins de la croissance rapide de l'Allemagne et du Japon qui devenaient concurrentiels grâce à leurs dollars. Ils ont vu s'accroître le déséquilibre de leur balance des paiements. Le dollar américain est menacé et la dette publique américaine grossit.

De plus, il semble y avoir aux États-Unis un certain désenchantement au sujet de la guerre au Vietnam. Le chômage a connu une hausse, tout comme l'inflation. Il est très difficile de dire si ces facteurs ont provoqué à eux seuls le malaise social actuel ou si la prospérité relative de l'économie intérieure nord-américaine impose des changements à notre régime social.

Le régime social nord-américain semble s'orienter vers une diminution de productivité et un renouveau des idéaux des gens qui en font partie. La nouvelle vague des stupéfiantes, les paiements de bien-être élevés et d'autres questions indiquent que les idéaux et la façon de penser de beaucoup de gens, y compris les Canadiens, évoluent. De toute façon, le peuple américain semble avoir opté pour un certain isolationnisme parce qu'il est fatigué de se faire traiter d'agresseur impérialiste et il se concentrera donc davantage sur ses propres besoins intérieurs. Le fait de vivre si près de nos voisins nord-américains posera un problème aux Canadiens, qui devront peut-être faire face à de dures réalités auxquelles ils ne sont pas habitués.

L'événement le plus désastreux qui pourrait survenir serait une guerre commerciale entre les trois puissants blocs commerciaux du monde occidental, soit l'Europe de l'Ouest, les États-Unis et le Japon. Le marché américain adoptant une attitude plus ferme et le bloc commercial européen devenant plus agressif et renforcé par la Grande-Bretagne, nous pourrions nous retrouver dans une position commerciale très isolée. De fait, c'est peut-être ce qui se passe déjà dans de nombreux domaines.

Pour ce qui est de l'industrie des céréales de l'Ouest du Canada, qui constitue notre principale source d'exportation d'aliments et qui représente jusqu'à 10 p. 100 de nos exportations à l'étranger, nous sommes exposés à voir diminuer progressivement nos marchés de blé en Europe de l'Ouest et au Japon et nous devrions alors dépendre grandement de l'économie d'État de la Chine et de la Russie. Dans une telle situation, de nombreux pays peuvent se servir des ventes de blé comme instrument politique autant qu'économique.

Il semblerait, vu l'état d'esprit qui prévaut à Washington, qu'Ottawa n'obtiendra pas de concessions importantes des États-Unis, à moins qu'une entente n'intervienne avec ce pays sur le gaz, le pétrole et sur une modification de l'accord sur l'automobile; peut-être aussi une plus grande coopération dans le domaine de la défense ainsi